

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative
Place du général Bonet - CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VISSERIAS ASSAINISSEMENT

Le Bourg
61200 Écouché-les-Vallées

Références : 61 / 2024 - 095
Code AIOT : 0005302802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement VISSERIAS ASSAINISSEMENT implanté Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 7 décembre 2023, un arrêté de mise en demeure assorti de mesures d'urgences et un arrêté préfectoral complémentaire ont été signés le 14 mars 2024. Cette inspection vise à faire un point d'avancement des actions engagées suite à ces arrêtés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VISSERIAS ASSAINISSEMENT
- Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées

- Code AIOT : 0005302802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plate-forme de Fontenai sur Orne est utilisée pour le transit et le regroupement de déchets collectés par la société Visserias Assainissement, et les autres sociétés gérées par M. Piraud: LJME, Jan, Ecodis, Sanor, Gaurit, JBA et Lecorps services. Toutes ces sociétés sont regroupées sous une même appellation commerciale AEOS.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 août 2000, complété à plusieurs reprises.

Trois types de déchets sont réceptionnés sur le site de Fontenai sur Orne :

- déchets non dangereux d'assainissement, correspondant aux matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif;
- déchets dangereux d'assainissement, correspondant aux matières pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures, les bassins industriels, etc.;
- déchets industriels dangereux.

La société est déclarée auprès de la préfecture de la Mayenne pour les activités de transport de déchets dangereux et non dangereux. Elle dispose également d'un arrêté préfectoral d'agrément du 22 mars 2022 pour ses activités de collecte de matières de vidange d'installations d'assainissement non collectif.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre de l'ICPE	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conditions de stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 3	Astreinte	1 mois
3	Contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Traçabilité des déchets	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 14	Astreinte	1 mois
14	Plan d'épandage	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 15	Astreinte	1 mois
16	Mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 14/03/2023, article 16.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des installations	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 5	Levée de mise en demeure
5	Localisation des stocks	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 6	Levée de mise en demeure
6	Réseau de collecte des effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 7	Levée de mise en demeure
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 8	Levée de mise en demeure
8	Confinement des eaux d'extinction d'un incendie	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 9	Levée de mise en demeure
9	Stockages non autorisés	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 10	Levée de mise en demeure
10	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 11	Levée de mise en demeure
11	Rejets d'effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 12	Levée de mise en demeure
12	Conformité des filières d'élimination	AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 13	Levée de mise en demeure
15	Mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 14/03/2023, article 16.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que l'exploitant avait engagé de nombreuses actions permettant de justifier d'une conformité aux points suivants de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 : article 2 (diagnostic de pollution des sols), article 5 (surveillance des installations), article 6 (localisation des stocks), article 7 (réparation des réseaux de collecte), article 8 (réserve d'eau incendie), article 9 (confinement des eaux incendie), article 10 (stockages non autorisés), article 11 (plan des réseaux), article 12 (usage des eaux pluviales), article 13 (conformité de filière de traitement de déchets).

Il a été noté que les travaux étaient en cours en ce qui concerne : article 3 (étanchéité des fosses de stockage de déchets), article 4 (portail), article 15 (bilans d'épandage), article 16-2 (mesure d'urgence sur l'étanchéité des ouvrages). Il a également été constaté que l'exploitant ne s'était que très partiellement conformé aux prescriptions relatives à l'autorisation d'exemption de traçabilité des déchets (article 14), la liste des déchets concernés par cette autorisation n'étant toujours pas respectée.

Sur la base de ces constats et des engagements de l'exploitant, il est proposé une sanction administrative en ce qui concerne les articles 3, 14 et 15 précités. Il est également proposé de mettre l'exploitant en demeure de respecter les mesures d'urgence prescrites à l'article 16-2 précité.

L'exploitant n'a enfin pas respecté la mesure d'urgence visant à suspendre la réception de déchets tant que certaines non-conformités étaient pendantes. L'activité a toutefois été limitée en raison des travaux de réfection des fosses de séchage et, en l'absence d'aléa, sans impact environnemental notable supplémentaire par rapport aux conditions d'exploitation autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre de l'ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 2
Thème(s) : Illégaux, Activité en dehors du périmètre autorisé
Prescription contrôlée : Au titre du premier alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, s'agissant des déversements de déchets au droit de la parcelle A n°313 : - sous un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, de cesser tout dépôt de déchets sur la parcelle A n°313 ; - sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, d'évacuer la totalité des déchets déversés sur la parcelle vers des filières autorisées ; - sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, procéder à un diagnostic de pollution des sols par un bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le diagnostic de pollution des eaux souterrains est réalisé dans le cadre de la surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2024 ; - sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, remettre les terrains en état, le cas échéant, après mise en œuvre d'un plan de gestion et de travaux de réhabilitation conformément à la doctrine nationale en matière de sols pollués. L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des différentes étapes et transmet les justificatifs et rapports associés.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence de déchets sur la parcelle A n°313. L'exploitant a indiqué que l'évacuation des déchets avait été réalisée par la société TTA en même temps que les travaux d'aménagement de voiries et de réseaux du site. Des traces résiduelles restent néanmoins encore visibles.

<p>L'exploitant a précisé que ces déchets provenaient d'opérations de maintenance des équipements des camions cureurs. Il a été rappelé que les opérations de maintenance doivent être réalisées sur une aire étanche et que les déchets générés doivent être traités selon les filières adaptées. Il a été indiqué que cette maintenance était désormais réalisée en dehors du site.</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'un diagnostic de pollution des sols avait été réalisé en avril 2024 (5 sondages) et qu'il était en attente du rapport du bureau d'étude. Le diagnostic de pollution des sols a été transmis à l'inspection des installations classées (rapport Néodyme Breitz n°R24039.a de juin 2024).</p> <p>Il a été confirmé que le bassin avait été aménagé pour retenir les eaux de ruissellement et éviter l'inondation du chemin agricole passant en contre-bas devant le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les traces résiduelles de déchets doivent être retirées.</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre les recommandations du bureau d'études.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Conditions de stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des ouvrages de stockage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 9.2.3.6 – Étanchéité des fosses, cuves et cases de stockage</p> <p>L'exploitant procède, au minimum une fois par trimestre, à un contrôle visuel des cuves aériennes afin de détecter toute usure ou toute fuite. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>En outre, les 4 cuves aériennes font l'objet d'une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou au moins 0,3 bar.</p> <p>L'étanchéité des fosses et cases est vérifiée au moins une fois par an, après vidange totale. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection »</p> <p>Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation d'un test apportant la preuve de l'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 après travaux d'étanchéité.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fosses de séchage A4, A5 et A6 avaient été étanchées par un revêtement Epoxy à l'intérieur des parois verticales (facture SPIRAL du 29 mars 2024), mais pas sur la partie horizontale; - la zone non étanche associée à la fosse A4 a été réparée ; - la fosse A6 était vide, des boues étant présentes dans les fosses A4 et A5. <p>L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage complet des fosses et des drains avait été effectué en janvier 2024 avant la mise en peinture et qu'un contrôle visuel des surfaces confirmait leur intégrité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de justificatif permettant d'attester de l'étanchéité des fosses A4, A5 et A6.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 8.1.4 – Contrôle des accès</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. En limite ouest, la clôture peut être déportée autour de la parcelle cadastrée A n° 313, sous réserve que la délimitation ICPE soit bornée et que l'exploitant dispose de la maîtrise foncière de cette parcelle. La clôture permet d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>L'accès à l'établissement est réglementé.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement par une surveillance assurée en permanence ; en dehors des heures d'ouverture, un système de télésurveillance assure ce contrôle.[...] »</p> <p>Délai :15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la clôture complète du site en cas d'absence de personnel.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les travaux de remplacement du portail principal d'accès au site étaient en cours. Cette installation permettra l'ouverture du portail à la demande, sur prise de rendez-vous lorsqu'il s'agit de transporteurs extérieurs.</p> <p>L'exploitant a également renforcé la télésurveillance du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la réalisation des travaux d'installation du nouveau portail d'accès au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Surveillance des installations

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:</p> <p>«Article 2.12 – Consignes d'exploitation [...] L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.»</p> <p>Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié d'une surveillance permanente sur le site lors des heures ouvrées, par la présence de personnel compétent et formé conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recruté un agent technique qui sera présent sur le site lors des heures ouvrées à compter du mois de juin 2024. L'agent a été rencontré lors d'un contrôle inopiné le 3 juin 2024. Un agent administratif a également été recruté et sera présent à compter de septembre 2024. Mme Piraud, responsable du site, est présente 1 jour / semaine.</p> <p>Les rondes en dehors des heures ouvrées sont assurées par l'un des chauffeurs.</p> <p>Le dispositif de surveillance par caméras a été renforcé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant devra tenir l'inspection des installations classées informée de la mise en œuvre effective de l'organisation pérenne retenue pour assurer la surveillance des installations.</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que cette surveillance doit être conforme aux articles 2 et 3 de l'Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à compter du 1er janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Localisation des stocks

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:</p> <p>«Article 8.1.2 – Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'Inspection des Installations Classées.»</p> <p>Délai: 15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation d'un état des stocks des déchets présents sur le site constamment tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté le respect des quantités maximales de déchets autorisées sur le site.</p> <p>Il a été présenté une fiche d'inventaire, actualisée toutes les semaines. Cette fiche mérite d'être complétée pour identifier la nature des produits stockés.</p>

L'exploitant envisage de solliciter la possibilité d'un stockage de cubitainers (chargement d'un semi-remorque). Il a été indiqué qu'un dossier de porter à connaissance sur cette modification des conditions d'exploitation devait être déposé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection informe l'exploitant que son état des stocks devra être tenu à jour à minima de manière hebdomadaire et quotidienne pour les déchets dangereux conformément à l'article 10 de l'Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à compter du 1er janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Réseau de collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété : « Article 4.2.3 – Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. » Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté La prescription sera considérée respectée lorsque les réseaux seront réparés, identifiés et protégés.
Constats : Les réseaux de collecte des effluents ont fait l'objet de réparation et d'un contrôle par caméra pour vérifier leur intégrité. L'exploitant a confirmé que les réseaux étaient conformes au plan Néodyme 17006/2 du 22 septembre 2016 (modulo la modification liée au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie qui est postérieure à 2016).

Les réseaux ont été enterrés et recouverts de tout venant afin de préserver leur intégrité lors des opérations d'entretien du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier des modalités de gestion des deux puisards situés à proximité des fosses A7 (collecte des effluents liquides hydrocarburés) et B3 (bac à graisse).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 8.2.3.2 – Moyens de lutte contre l'incendie L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :[...] 1 fosse bétonnée disposant en permanence d'un volume d'eau disponible de 120 m³. Afin de s'assurer de la disponibilité du volume d'eau incendie, l'exploitant mettra en place un système visuel d'estimation du volume de la fosse et établira une procédure de contrôle afin de s'assurer du niveau d'eau et de l'étanchéité du béton. Les contrôles de niveau seront réalisés au moins une fois par semaine et leurs résultats seront renseignés dans un registre. La fosse sera entretenue, avec un curage dès que nécessaire. Les boues extraites seront traitées comme des déchets. »</p> <p>Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, pour justifier du curage de la fosse et du niveau d'eau minimal et de la mise en place de mesures organisationnelles permettant de garantir ce niveau minimal</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il a été constaté que la fosse de collecte des eaux de ruissellement du site avait été curée et étanchée avec une peinture époxy. Le niveau d'eau dans la cuve n'est pas encore matérialisé mais il semble que les 120 m³ soient présents. L'exploitant indique que la présence d'un agent technique sur le site durant les heures ouvrées permet d'assurer la disponibilité de cette réserve d'eau.</p> <p>Conformément à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 14 mars 2024, l'exploitant s'engage à installer une réserve d'eau de 120 m³ d'ici septembre 2024 afin de s'affranchir de la surveillance</p>

du niveau minimal d'eau dans la fosse de 150 m³. L'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS61 (service prévision) afin de valider sa localisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fosse de 150 m³ restant équipée pour un pompage en cas de sinistre, l'exploitant est invité à renforcer la sécurité des installations (gestion des clefs, bouée, échelle, affichage).

Le plan des zones à risque sera complété pour intégrer la nouvelle réserve (localisation des accès pompiers, voiries, aires de stationnement des engins de secours, localisation des risques, etc.).

L'inspection informe l'exploitant qu'il doit **établir (avant le 1er juillet 2024) et tester un plan de défense incendie conformément à l'article 5 de l'Arrêté du 22/12/23** relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Prescription contrôlée :

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:

«Article 8.5.2 – Confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés de manière gravitaire à un regard tampon unique, muni d'une pompe de relevage et d'un dispositif de sectionnement empêchant le rejet à la fosse 150 m³, en vue d'assurer leur confinement dans le bac de rétention des 4 cuves aériennes. La pompe de relevage est alimentée par une source autonome de production électrique.

La capacité de confinement est au moins égale à 150 m³.

Les organes de commande nécessaires au sectionnement et au fonctionnement de la pompe de relevage peuvent être actionnés en toutes circonstances.»

Délai: 2 mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la réalisation des travaux.

Constats :

Il a été constaté que le réseau permettant d'orienter les eaux de ruissellement en cas d'incendie était en place (vannes).
La pompe de relevage est stockée sous auvent à proximité de la fosse avec sa réserve de carburant et l'exploitant a justifié de la réalisation d'essais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il a été indiqué à l'exploitant la nécessité de procéder à un affichage des consignes de manœuvre en local et de formaliser une consigne et des exercices périodiques de manipulation des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Stockages non autorisés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 10
Thème(s) : Situation administrative, Stockages non autorisés
Prescription contrôlée :
<p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:</p> <p>«Article 1.4.3 – Organisation de l'établissement Le stockage de tout déchet en transit est interdit sous le bâtiment de stationnement et maintenance des véhicules de l'entreprise.»</p> <p>Délai: 15 jours à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de l'évacuation des conteneurs et de tous les déchets présents dans le bâtiment.</p>
Constats :
Lors de la visite, aucun stockage de déchets n'a été constaté sous le bâtiment de stationnement des engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée :

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:

«Article 4.2.2 – Plan des réseaux

Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Il fait apparaître:

l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;

les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);

les secteurs collectés et les réseaux associés;

les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...);

les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).»

Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté

La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura complété le plan des réseaux avec les éléments suivants :

- confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- exutoire de la rigole en pied des ouvrages de stockage de déchets A4 à A6.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°6, les réseaux sont conformes au plan Néodyme 17006/2 du 22 septembre 2016.

La rigole en pied des ouvrages de stockage A4 à A6 ne communique pas avec le réseau de collecte des effluents du site. En cas de débordement, les effluents rejoignent le puisard de la plate-forme située devant et la cuve de collecte des eaux contenant des hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter ce plan pour y faire apparaître la fosse de relevage des eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que les canalisations et vannes associées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Rejets d'effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'effluents liquides

Prescription contrôlée :

Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :

« Article 4.3.5 – Traitement des effluents rejetés

Les eaux ruisselant sur les surfaces stabilisées, susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux ruisselant sur l'aire de dépotage/empotage des déchets dangereux autres qu'eaux hydrocarburées, également susceptibles d'être polluées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un second séparateur d'hydrocarbures adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Suite au traitement par ces 2 séparateurs d'hydrocarbures, ces eaux de ruissellement sont rejetées dans une fosse de 150 m³, puis réutilisées pour le lavage des engins, tout en veillant à maintenir un volume disponible d'au moins 120 m³ dans la fosse, pour les besoins en cas d'incendie. »

Délai :

15 jours à compter de la notification du présent arrêté pour suspendre les usages de l'eau de cette fosse non autorisés par l'arrêté

Constats :

L'exploitant a confirmé que les eaux de ruissellement collectées au sein de la fosse n'étaient pas utilisées par les camions lors de leurs opérations de curage des réseaux, leur qualité n'étant pas compatible avec les équipements d'aspiration.

L'exploitant indique que les eaux peuvent être exceptionnellement pompées, pour suivre les filières suivantes :

- réinjection en tête de process, dans la fosse de déchargement des sables de curage (A1),
- envoi vers la station d'épuration d'Argentan,
- épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé que l'envoi vers la station d'épuration d'Argentan doit être autorisé dans le cadre de la convention établie avec la collectivité. L'exploitant doit justifier de cette autorisation et des conditions associées (surveillance, volumes, qualité). La convention en vigueur sera communiquée. Il est également rappelé que l'épandage de ces eaux doit être justifié sur la base de l'intérêt agronomique et n'est pas prévu par le plan d'épandage en vigueur, qui ne porte que sur les matières de vidange d'installations de traitement non collectif. Le cas échéant, l'exploitant doit solliciter une modification de son plan d'épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Conformité des filières d'élimination

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des filières d'élimination
Prescription contrôlée : Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété: «Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.5111 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.» Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de l'utilisation d'une filière dûment autorisée à recevoir les déchets de production de l'industrie chimique en provenance de la société ROVAL (hors méthanisation).
Constats : Les déchets de la société ROVAL suivent désormais une filière d'élimination de déchets dangereux (incinération) en l'absence de caractérisation permettant de justifier de leur caractère non dangereux et de leur acceptabilité en filière de méthanisation. Le code déchets désormais utilisé est le 07 06 01*. L'examen des registres sous TrackDéchets des sociétés ROVAL (producteur du déchet) et ECODIS-AEOS (transporteur) confirment cette situation. Depuis début 2024, environ 1150 tonnes ont été prises en charge par AEOS-ECODIS pour traitement en incinération de déchets dangereux vers les sociétés Ecologic Petroleum Recovery et Triadis Services. L'exploitant a indiqué avoir stocké sur la plate-forme un chargement de camion afin de procéder à des essais en vue d'optimiser la filière de traitement, ce qui confirme l'exploitation des données dans TrackDéchets (bordereau du 10 mai 2024, 25 tonnes, code R12).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Rupture de traçabilité
Prescription contrôlée : Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS

ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété:

«Article 9.12.3 – Traçabilité des déchets

Conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement, les registres d'entrée et de sortie ou le renseignement au registre national des déchets mentionnés aux articles 9.1.2.1 et 9.1.2.2 du présent arrêté assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Le site est exonéré de cette obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant devient le producteur subséquent des déchets concernés. Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé annuellement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les déchets soumis à bordereau de suivi défini à l'article R.541-43-5 du code de l'environnement, lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. Pour les déchets exonérés de traçabilité, le type de traitement prévu doit toutefois être indiqué dans le bordereau initial.»

Délai: 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

Constats :

L'exploitation des données versées dans l'application TrackDéchets depuis début 2024 pour la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT met en évidence que :

- les déchets de shampoing n'apparaissent plus depuis la fin de l'année 2023 : effectivement, les déchets ne transitent pas par la plate-forme,
- l'exploitant met en œuvre la rupture de traçabilité pour des déchets qui ne sont pas listés dans l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2023 : 070601* (détergent - eaux de lavage), 080119* (eaux chaulées), 120301* (eaux lessivielles ultrasons).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT doit très rapidement se mettre en conformité avec son arrêté préfectoral en ce qui concerne l'autorisation de rupture de traçabilité et justifier de cette conformité. En l'absence d'éléments de justification, l'inspection des installations classées sera contrainte de proposer des sanctions administratives au préfet en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2023, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'épandage
Prescription contrôlée : <p>Au titre du premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean Baptiste Lafosse 53000 Laval, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété :</p> <p>« Article 5.1.8.2 – Conditions particulières d'épandage Programme prévisionnel, analyses et bilan [...] 2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices ; - un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ; - un suivi de l'effet de substitution apporté par les déchets sur l'utilisation d'engrais chimiques - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du bilan est adressée au Préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent. [...] »</p> <p>Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>La prescription sera considérée respectée lorsque l'exploitant aura transmis les bilans d'épandage depuis 2020.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que les bilans d'épandage étaient en cours par la société ALTEOR. Le dernier épandage a été réalisé le 30 mars 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les bilans d'épandage depuis 2020 sont à transmettre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/03/2023, article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suspension de la réception de déchets
Prescription contrôlée :

<p>A compter de deux jours ouvrés après notification du présent arrêté et jusqu'à la justification du respect des prescriptions suivantes auprès de l'inspection des installations classées, la réception de tout déchet est interdite sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - réparation du portail d'accès au site permettant de respect les dispositions de l'article 4 du présent arrêté ; - mise en place d'une surveillance permanente sur le site lors des heures ouvrées, par la présence de personnel compétent et formé conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété ; - réalisation de l'inventaire des stocks de déchets présents sur le site et mise en place d'une organisation permettant de respect les dispositions de l'article 6 du présent arrêté ; - réfection des réseaux de collecte de collecte des eaux de ruissellement, conformément à l'article 7 du présent arrêté ; - curage de la fosse de collecte des eaux de ruissellement, reconstitution du volume minimal d'eau d'extinction en cas d'incendie et justification de la mise en place d'une organisation solide justifiant du respect de ce volume dans la fosse en toutes circonstances, conformément à l'article 8 du présent arrêté ; - mise en place des moyens de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, conformément à l'article 9 du présent arrêté. <p>L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il ressort des échanges que la réception des déchets n'a pas été interrompue conformément à la prescription. L'exploitant a poursuivi la réception de matières de vidange et de boues hydrocarburées, dans des quantités réduites en raison de l'indisponibilité des fosses de séchage le temps des travaux d'étanchéité.</p> <p>L'exploitation des données dans la base TrackDéchets confirme une activité nettement en baisse pour les déchets dangereux, qui passe de 500 t/mois environ en octobre et novembre 2023 à 170 t/mois en janvier 2024, puis reste comprise entre 200 et 160 t/mois depuis février 2024. S'agissant des déchets non dangereux, l'activité passe d'environ 230 t/mois en janvier et février 2024 à environ 200t/mois depuis mars 2024.</p> <p>Au regard des actions engagées (voir points de contrôles précédents), les conditions d'une reprise d'activité seront réunies courant juin (nouveau portail en cours d'installation).</p> <p>En l'absence d'aléa, la poursuite de l'activité n'a pas généré d'impact environnemental notable supplémentaire par rapport aux conditions d'exploitation autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/03/2023, article 16.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des ouvrages de stockage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'agissant de l'étanchéité des ouvrages de stockage de déchets :</p>

- les fosses de stockage de déchets A4, A5 et A6 doivent être vidées dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté, afin de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires ;
- à l'issue de ces travaux, l'exploitant doit procéder à un test d'étanchéité des fosses A4, A5 et A6 ;
- l'exploitant doit justifier, sous un délai de 1 mois, de l'étanchéité des autres ouvrages de stockage présents sur le site.

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de la réalisation des actions engagées, et apporte les éléments de justification associés.

Constats :

L'exploitant indique :

- avoir procédé aux contrôles d'étanchéité des fosses de séchage lors des travaux de peinture mais n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs associés ;
- procéder à un contrôle des fosses de déchargement périodiquement, lorsque celles-ci sont vidées, mais n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs associés ;
- vider la fosse de collecte des eaux hydrocarburées une fois par an ;
- être en cours de recherche d'un organisme pour le contrôle des cuves aériennes métalliques. Un devis signé le 17 juin 2024 a été transmis à l'inspection des installations classées.

Aucune procédure n'est en place quant au suivi du vieillissement de ces installations.

L'exploitant a indiqué avoir contacté un bureau d'études pour la mise en place de la surveillance des eaux souterraines prescrite à l'article 4 de l'arrêté complémentaire du 14 mars 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En application des dispositions des articles 8.6.4 (consignes d'exploitation) et 9.2.3.6 (étanchéité des surfaces) de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2018 complété, l'exploitant doit :

- transmettre les justificatifs de réalisation des contrôles d'étanchéité de l'ensemble des ouvrages de stockage de déchets (y compris les fosses de stockage des matières de vidange et la fosse de collecte des eaux hydrocarburées) ;
- mettre en place une procédure de contrôle périodique du vieillissement de ces installations et assurer la traçabilité de ces contrôles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois